

Pour la liberté du Rencontre Internationale de

Il y a vingt-cinq ans, lors de la défense de Madrid, les meilleures forces du peuple espagnol et les volontaires internationaux stoppaient aux abords de la cité l'offensive fasciste qui menaçait de submerger, avec le territoire la République, les dernières institutions libres dans toute l'Europe. Malgré leur situation d'infériorité, les forces populaires et républicaines réussirent, pendant deux ans encore, à tenir tête aux armées du Général Franco et aux corps expéditionnaires de Mussolini et de Hitler.

Bien que, en fin de compte, les antifascistes espagnols durent subir la supériorité militaire des agresseurs étrangers et des franquistes, leur lutte a permis, non seulement de retarder l'attaque fasciste contre les autres peuples, mais aussi d'affaiblir d'une façon décisive au moins l'une des dictatures, celle de Mussolini, et de propager cette volonté de résistance par les armes au fascisme qui devait s'exprimer dans tous les pays par la Résistance et la lutte de Libération.

Ceux qui, en 1936, furent aux côtés du peuple espagnol, ne peuvent oublier au delà de toutes les divergences politiques, ce qu'ils doivent aux héroïques défenseurs de Madrid. Ils ne peuvent pas non plus oublier que le peuple espagnol, après avoir tracé la voie de la liberté aux autres peuples ne possède pas encore les droits élémentaires, alors que ses meilleures énergies sont étouffées par un régime militariste et aveuglement conservateur. Pour ces raisons, ils convoquent à Rome, les 13 et 14 avril 1962, une rencontre de toutes les personnalités intéressées à la solution du problème espagnol, afin de réclamer la liberté pour l'Espagne et d'étudier les moyens les plus efficaces de manifester leur solidarité au peuple espagnol.

Vincent Auriol, ancien Président de la République (France); Edouard Anseele, Député (Belgique); François Billoux, ancien Ministre (France); Georg Branting, Sénateur (Suède); Fenner Brockway, Député (Angleterre); Lazaro Cardenas, ancien Président de la République (Mexique); Leo Collard, Député (Belgique); Pierre Cot, ancien Ministre (France); Julius Deutsch, ancien Ministre (Autriche); Raymond Dispy, ancien Ministre (Belgique); Robert Edwards, Député (Angleterre); Ilja Ehrenburg, Ecrivain (U.R.S.S.); Francisque Gay, Ambassadeur, ancien Vice-Président du Conseil (France); André Genot, Publiciste (Belgique); Camille Huysmans, Ministre d'Etat (Belgique); Cecil D. Lewis, Ecrivain (Angleterre); Jules Moch, Ancien Président du Conseil (France); Picasso; J.B. Priestley, Ecrivain (Angleterre); Henri Rollin, Sénateur, Ministre d'Etat (Belgique); Bertrand Russel (Angleterre); Rév. D. Donald Soper (Angleterre); Stephen Spender, Ecrivain (Angleterre); Eugeniusz Szyr, Vice-Président du Conseil (Pologne); Philip Toynbee, Ecrivain (Angleterre); Veljko Vlahovic, Député (Yougoslavie); Giale Angeloni, Franco Antonicelli, Carlo Bo, Arrigo Boldrini, Piero Caleffi, Giulio Einaudi, Piangiaco Fetrinelli, Aldo Garosoi, Carlo Levi, Luigi Longo, Umberto Marzocchi, Alberto Mondadori, Pietro Nenni, Fausto Nitti, Ferruccio Parri, Leopold Piccardi, Aldo Rosselli, rancesco Scotti, Aldo Spallici, Umberto Terracini, Léo Valiani, Elio Vittorini, Arturo Zanoni.

Rome, le 12 décembre 1961.

PABLO NERUDA ET D'AUTRES PERSONNALITES
DE LA CULTURE DE L'AMERIQUE LATINE
ADHERENT A LA RENCONTRE INTERNATIONALE
DE ROME

Santiago-du-Chili. — Pablo Neruda et un groupe d'autres personnalités de la culture sud-américaine ont adressé à l'ancien président du Mexique, Lazaro Cardenas, un message afin qu'il porte à l'assemblée de Rome leur adhésion et solidarité avec la cause du peuple espagnol. Les personnalités qui, avec Neruda, expriment leur résolution d'employer tout leur temps disponible jusqu'au 13 avril pour intéresser à la Rencontre toute l'opinion publique du Chili sont : le professeur Alesandro Lipschutz, le prix national pour la littérature José Gonzales Vera, le président de l'Association des Ecrivains Chiliens Ruben Azocar, l'écrivain uruguayen Mario Benedetti, le directeur du Musée des Beaux-Arts Luigi Vargas Rosas, l'écrivain cubain Alejo Carpentier, le poète du San Salvador Clarivel Alegria, l'écrivain paraguayen Augusto Roa Bastos, l'écrivain argentin Hector P. Agosti, le poète Angel Cruchaga Santa Maria, l'écrivain chilien Diego Munoz, le directeur du Musée d'Art Populaire Tomas Lago, la femme écrivain brésilienne Carolina Maria de Jesus, l'écrivain péruvien J. M. Arguedas et l'écrivain chilien Braulio Arenas.

BERTRAND RUSSEL CONDAMNE LE REGIME
DE FRANCO

Londes. — Dans une lettre envoyée au Comité de Rome, organisateur de la Rencontre internationale « Pour la liberté du peuple espagnol », Bertrand Russel, en donnant sa chaleureuse adhésion, affirme sa sympathie à l'égard de la cause du peuple espagnol.

« Je n'ai jamais cessé de déplorer, écrit le philosophe anglais, le régime de Franco et l'amitié que les puissances occidentales lui ont manifestée. Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir être présent à l'assemblée de Rome à laquelle j'ai été invité. Je serais quand même heureux si vous vouliez exprimer à tous les participants la plus chaleureuse solidarité avec les objectifs que cette initiative se propose. »

LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL POLONAIS
PARTICIPERA A L'ASSEMBLEE DE ROME

ROME. — Le Comité d'organisation de la Rencontre Internationale « Liberté pour le peuple espagnol », qui se tiendra à Rome du 13 au 15 avril prochain, a annoncé, parmi les adhésions les plus significatives parvenues dans les derniers jours, celle de Eugeniusz Szyr, vice-président du Conseil des ministres polonais, qui participera à l'assemblée en même temps que l'écrivain Jaroslaw Iwaszkiewicz. D'autres adhésions sont parvenues de la part du directeur des services radio-télévision de l'Université autonome du Mexique, Max Aub, et de l'écrivain hollandais Theum de Vries. Ce dernier a écrit entre autres : « Tout mon cœur et toutes mes sympathies sont du côté du courageux mais malheureux peuple espagnol. »

Peuple Espagnol

Rome, des 13 et 14 Avril 1962

ADHESIONS DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE, DU DANEMARK, DE LA FRANCE, DE LA NORVEGE, DE L'AUSTRALIE ET DES ETATS-UNIS.

ROME. — Les adhésions à la Rencontre Internationale « Liberté pour le peuple espagnol » continuent à parvenir très nombreuses du monde entier. Voici une liste des adhésions reçues ces derniers jours par le Comité d'organisation :

Allemagne Occidentale : Arno Berish, président de la Deutsche Friedens Union, Herbert Mochalsky, directeur de « Stimme der Gemeinde », Heinz Kruger, journaliste, Hartmut Barlet, écrivain.

Danemark : Hans Rasmussen, président de la Fédération des Métallos et vice-président du Parti socialiste.

France : professeur Paul Bastide, ancien ministre, Paul Boncour, la Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, Henry Torrès, avocat à la Cour Suprême. R Gillot, maire de Saint-Denis, professeur Wladimir Jankelevitch.

Norvège : Hans Heiberg, professeur Guttorm Gjessing, John Engh, architecte, Sverre Lobeng, député, Thernod Skagestad, metteur en scène de théâtre.

Australie : Netti Palmer, Jessie Metead, Brian Fitzpatrick, T. Wright.

Etats-Unis : Norman Thomas, Arthur J. Lelyveld, rabbin, le R. P. John H. Owens, Waldo Frank, professeur Howard Parsons.

UN COMITE « POUR LA SOLUTION DU PROBLEME ESPAGNOL » A ETE CONSTITUE DANS LE CHILI

Santiago-du-Chili. — *Un Comité de patronage de la Rencontre qui aura lieu à Rome « pour la solution du problème espagnol » a été constitué à Santiago. De nombreuses personnalités de différents partis politiques y ont adhéré, parmi lesquelles les députés Juan Acevedo (communiste), Luis Aguilera (socialiste), Fernando Cansino Tellez (démocrate-chrétien). Au nom du Comité, un appel a été adressé à l'opinion publique afin que soit exprimée « l'adhésion à l'importante et juste initiative de la Rencontre Internationale de Rome, qui se propose d'examiner la situation espagnole et de réclamer pour le peuple d'Espagne la liberté et la garantie des droits humains ». Cet appel porte les signatures de Alesandro Rios Valdivia (ancien ministre de l'Instruction et membre du C.E.N. du Parti radical), de Guillermo del Pedregal (sénateur du Parti d'Avant-Garde nationale du peuple), de Rafael Agustin Gumucio (député démocrate-chrétien), de Carlos Rosales (député communiste), de Luis Barria (communiste) et de nombreuses autres personnalités politiques.*

Rome. — Dans une lettre datée de Paris, l'ancien ministre des Affaires étrangères de la République espagnole, Alvarez del Vayo, a assuré qu'il participera aux travaux de la Rencontre de Rome qui, comme on sait, se déroulera du 13 au 15 avril.

« L'initiative de la Rencontre, a écrit Del Vayo, ne pouvait être plus propice. Elle arrive en un moment où à l'intérieur de l'Espagne les forces actives de l'opposition à la dictature de Franco prouvent avec une résolution croissante leur volonté de rétablir la démocratie dans le Pays. Pour tout cela, la réunion de Rome sera d'une grande aide. »

Le Président de l'Académie Royale Espagnole fait une nouvelle démarche pour l'amnistie

Le correspondant particulier de « La Tribune des Nations » écrit de Madrid, dans le numéro du 29 novembre de cet hebdomadaire :

« ...Et si les paysans s'agitent, la police les arrête comme « agitateurs communistes ». C'est bien ce qui s'est passé à Cordoue il y a deux semaines.

« C'est peut-être l'intransigeance envers l'opposition qui creuse un fossé entre les Espagnols et crée une grave hypothèque sur l'avenir. Ces dernières semaines, le problème des emprisonnés politiques a rebondi avec force. M. Menendez Pidal, président de l'Académie Royale, s'est adressé par écrit au chef de l'Etat pour demander la grâce au diplomate catholique de gauche, M. Julio Ceron, toujours emprisonné à Valladolid. Ce savant, pour qui les vingt ambassadeurs latino-américains viennent de demander le prix Nobel, rappelle une pétition analogue, faite au printemps dernier par cent quatre-vingt académiciens, professeurs d'Université et intellectuels renommés. Il n'y a jamais eu de réponse à cette pétition de l'« *intelligentzia* » espagnole, faite dans les cadres des lois en vigueur en Espagne. M. Menendez Pidal a pris la décision d'insister. Mais on sait que les milieux officiels traitent de « manœuvre de l'étranger communistant ou franc-maçonnique » toute démarche en faveur des emprisonnés politiques et que leur sensibilité vient d'être irritée par la présence en Espagne, dans le même but, d'une commission des personnalités d'Europe Occidentale. Et pourtant, il est difficile de penser au progrès de l'Espagne sans guérir les blessures qui meurtrissent depuis longtemps son corps national. »

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION DE PUTEAUX

M^e Dardel, Maire de Puteaux, Président du Conseil Général de la Seine, a présidé la manifestation de solidarité avec les victimes de la répression politique en Espagne, qui a eu lieu le samedi 17 mars à 15 heures dans le Salon d'Honneur de la Mairie de Puteaux.

L'action des peuples du monde entier a obtenu la libération de plusieurs prisonniers politiques, en particulier celle du poète Marcos Ana, qui, grâce à notre action, vient de sortir de la prison de Burgos où il a été détenu pendant vingt-deux années.

Une délégation de personnalités internationales envoyée par nous à Madrid est rentrée, après avoir consulté des Espagnols éminents, avec la conviction qu'il serait possible d'obtenir bien d'autres libérations.

Une délégation de personnalités catholiques doit se rendre au Vatican pour tenter d'obtenir que l'Amnistie en Espagne reçoive de nouveaux et puissants appuis.

La Conférence, avec l'appui de l'opinion en France et dans d'autres pays, se propose d'agir auprès de l'O.N.U. à New-York, pour que la question de l'Amnistie soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session, en septembre.

Une nouvelle vente aux enchères de tableaux offerts à la Conférence doit permettre de réunir une partie importante des fonds nécessaires au financement d'une action aussi vaste. Telle est la signification de l'exposition d'œuvres signées de Picasso, Buffet, Commère, Zadkine, Vasarely, Pignon, etc., qui a été inaugurée le samedi 17 mars à 15 heures.

L'économie espagnole

LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS EN ESPAGNE

Le montant des capitaux investis par des sociétés étrangères dans l'industrie espagnole pendant la première moitié de 1961 s'est élevé à 17.718.571 dollars, dont 14 millions 831.023 dollars en devises, et le reste sous forme d'importation de biens d'équipement. Les sociétés françaises se sont placées au quatrième rang par l'importance de leurs investissements (6,11 %), derrière les Etats-Unis (37,58 %), la Suisse (21,74 %) et l'Allemagne (12 %) et devant la Grande-Bretagne (3,72 %).

Mais les investissements des sociétés américaines se font de plus en plus importants contrairement à l'aide du gouvernement américain, en baisse sur les exercices antérieurs (15 millions de dollars pour 1961-1962).

Le projet le plus important qui ait été réalisé dernièrement est la création autorisée par le gouvernement espagnol, de la Desarrolle Quimico Industrial (DEQUISA), au capital initial de 32,5 millions de pesetas, dont les sociétés Energia e Industrias Aragonesas et E.I. Du Pont de Nemours détiennent chacune la moitié du capital, et qui installera une usine d'engrais à Sabinago dans le courant des prochains 18 mois.

D'autres projets en cours, après la participation importante que vient de prendre la John Deere Co dans la Lanz Ibérica (tracteurs), sont un rapprochement entre la Standard Oil of California, et l'Aminiac Espagnol, et entre l'Allied Chemical Corporation, et l'Alianza Quimica.

LES SOCIÉTÉS ANONYMES EN ESPAGNE

Barcelone. — Au début de 1961, 16.776 sociétés anonymes existaient en Espagne et leurs capitaux atteignaient 203.743,7 millions de pesetas, en actions. Les obligations mises en circulation par entreprises représentaient 45.435 millions de pesetas.

Ces chiffres indiquent une augmentation de : 651 sociétés anonymes par rapport au début de 1960 ; de 20.107 millions de pesetas dans les capitaux-actions, et de 4.079 millions de pesetas en obligations.

En 1930, n'existaient en Espagne que 4.604 sociétés groupant en capitaux propres 15.432 millions de pesetas ; les obligations émises atteignant 7.440 millions.

En 1950 : 8.116 sociétés ; capitaux propres 55.415 millions ; 5.388 millions de pesetas d'obligations.

Barcelone est la province comptant le plus de sociétés anonymes : 4.977 entreprises, 34.276,8 millions de pesetas, Madrid vient ensuite avec 3.820 sociétés mais 114.425,3 millions de capitaux.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN ESPAGNE

Dans les trois derniers trimestres, les investissements étrangers dans des entreprises espagnoles atteignaient un total de 17.718.571 dollars, dont une partie se matérialisait dans l'importation d'équipement — 2.887.543 dollars — et une autre par transport de devises pour 14 831.023 dollars.

Pour les investissements de devises, les Etats-Unis venaient en tête avec 37,58 % du total, suivis de la Suisse avec 21,74 %, puis de l'Allemagne avec 12 %, la France avec 6,11 % et la Grande-Bretagne avec 3,72 %.

ADENAUER ACCORDE A L'ESPAGNE UN CREDIT DE 200 MILLIONS DE MARKS

M. Navarro Rubio, ministre espagnol des Finances, a regagné Madrid samedi, venant de Francfort, où il venait de signer, avec des représentants de l'institut allemand de crédit pour la reconstruction, un accord portant sur l'octroi à l'Espagne d'un crédit de 200 millions de marks à 3,50 % d'intérêt remboursable en vingt ans. Ce crédit servira au financement partiel des travaux de Benbezat (Cordoba) et Guadalorce (Malaga) qui permettront l'irrigation d'environ trente-cinq mille hectares de terres.

DE NOUVEAU, LES CAPITAUX ÉTRANGERS

Les entreprises déjà installées en Espagne et d'autres qui ont compris l'importance du marché espagnol ont profité de cette nouvelle politique pour prendre des participations dans des affaires du pays, souscrire à des augmentations de capital, créer de nouvelles entreprises ou conclure des accords d'assistance technique. Un large plébiscite.

Au 30 avril 1961, les investissements étrangers réalisés dans le cadre de la nouvelle législation et les demandes en cours atteignaient 141 millions de dollars, chiffre à ce jour largement dépassé.

Environ 400 entreprises françaises et étrangères qui, soit depuis quelques années, soit dans le cadre de la nouvelle législation, ont conclu des alliances avec des sociétés espagnoles.

Dans l'industrie chimique, citons plus particulièrement, pour les participations françaises et internationales : Saint-Gobain, Péchiney, Caltex, Rhône-Poulenc, l'Air Liquide, Progil, La Grande Paroisse, Les Cirages Français et Forges d'Hennebont, Le Carbone Lorraine.

L'industrie automobile s'est développée avec le concours actif de toutes les grandes marques internationales : la Seat produit les voitures Fiat 600 et 1400, Fasa est une filiale de la Régie Renault, Citroën Hispania monte les fourgonnettes Citroën 2 CV, Munguta Industrial S.A. reçoit une assistance technique et a cédé une participation à la Goggomobil allemande.

Une firme espagnole symbolise cette politique : Barreiros Diesel S.A. L'entreprise britannique Rootes a créé avec Barreiros une filiale pour la production en Espagne d'automobiles et de véhicules utilitaires. La firme allemande Hanomag a cédé ses licences de tracteurs à Barreiros.

LA CORPORATION FINANCIÈRE INTERNATIONALE INVESTIT TROIS MILLIONS DE DOLLARS DANS UNE SOCIÉTÉ ESPAGNOLE

Madrid. — La Corporation financière internationale vient de réaliser sa première opération en Espagne en signant un accord avec la F.E.M.S.A. (Fabrique espagnole de magnétos, société anonyme) pour un investissement de l'ordre de trois millions de dollars.

M. Rosen signala ensuite que la situation économique de l'Espagne actuelle lui rappelait beaucoup celle de l'Italie de 1954 et indiqua les moyens par lesquels la Banque Mondiale et la C.I.F. étaient susceptibles d'aider l'Espagne dans son étape de développement économique : prêts directs à l'industrie espagnole, aide pour amplifier et diversifier le marché des capitaux nécessaires comme conséquence du développement attendu, encouragement des investissements étrangers en Espagne.

ACCROISSEMENT DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE EN ESPAGNE

Barcelone. — En 1961, la circulation fiduciaire a augmenté de 966 millions de pesetas, atteignant 88.592 millions de pesetas, à la fin de l'année, soit une hausse de 12,2 %. En 1960 l'inflation porta sur 4.810 millions de pesetas, soit + 6,40 %, et en 1959 sur 1.586 millions de pesetas (+ 2,2 %).

C'est en décembre 1961 que se produisit la plus forte poussée inflationniste mensuelle, avec 7.100 millions de pesetas. En décembre 1959 et 1960, les hausses portèrent sur 4.325 millions et 5.186 millions de pesetas.

Le compte des profits et pertes du « Banco de España », en 1961, atteignit un solde de 1.494 millions de pesetas (+ 187 millions sur 1960).

La plus forte augmentation dans le bilan de la Banque d'Espagne, en fin de 1961, a été celle de l'Institut Espagnol de Monnaie Étrangère, qui atteint un solde de 51.746 millions de pesetas (+ 19.400 millions).

soumise aux capitaux étrangers

LA « REACTIVATION » DE L'ECONOMIE N'A PAS DONNE LES FRUITS ESPERES

Madrid. — Au cours de la réunion tenue à Madrid par le Conseil Supérieur des Chambres de Commerce, d'Industrie et de Navigation, le président de l'organisme, M. Alfred Mahou de la Fuente, a déclaré après avoir souligné le succès des mesures prises par le gouvernement espagnol sur le plan monétaire :

« La réactivation n'a pas donné, durant la seconde étape de la politique de stabilisation, les fruits espérés. Deux ans après sa mise en pratique, la demande intérieure reste inférieure à la normale. Il est difficile de préciser les causes de ce retard, qui contraste avec les résultats heureux de la première étape. Le caractère restrictif et certaines imperfections de quelques mesures prises peuvent être les causes de cet état de choses.

Atteindre un niveau d'activité semblable ou meilleur que celui qui existait avant la stabilisation est un problème qui intéresse tout le monde. Il importe pour cela d'utiliser au maximum les recours disponibles afin d'atteindre un niveau de vie meilleur pour les populations ouvrières et paysannes. »

Au sujet de l'intégration de l'Espagne dans les entités supranationales, M. Mahou a dit :

« En 1960, 64,3 % de notre commerce extérieur a été réalisé avec les pays du Marché Commun et 42,4 % avec les pays de la zone de libre échange. L'union économique de l'Europe serait un fait considérable si l'Angleterre adhère au Marché Commun. Cependant, tant que l'union de deux zones n'est pas une réalité, il existe pour l'Espagne le droit de choisir après avis américain.

LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN ESPAGNE

Barcelone. — Les investissements étrangers se sont élevés à 34.472.801 dollars, dont 33.233.277 par des achats de valeurs en Bourse pour l'année 1961.

Le rythme des investissements atteint 7 millions de dollars pour les premier, second et quatrième trimestres. Au cours du troisième trimestre, les chiffres furent supérieurs.

Les Etats-Unis et la Suisse occupèrent les premières places dans la liste des pays opérant des investissements par Bourse avec 67,40 % de la totalité. L'Allemagne se situe en troisième position.

Dans le secteur des investissements d'équipement-capital, qui représente 1.239.524 dollars, l'Allemagne, la France et la Hollande se situent en tête, avec 70 % du total. L'industrie textile espagnole fut la première à bénéficier de ces apports d'équipement-capital.

NOUVELLES MESURES POUR ATTIRER LES CAPITAUX ETRANGERS EN ESPAGNE

Certaines des mesures mentionnées lors de la publication du plan de stabilisation de 1959 pour attirer en Espagne les investissements étrangers viennent d'être annoncées par le gouvernement de Madrid.

En premier lieu, le ministère des Finances a promulgué une réduction pouvant atteindre 95 % des taxes frappant les prêts consentis dans le royaume par des banques étrangères ou des organismes internationaux. Les prêteurs espagnols pourront aussi en bénéficier quand les investissements concerneront les secteurs préférentiels de l'économie nationale.

Des avantages particuliers seront en outre consentis aux capitaux étrangers affectés aux prospections pétrolières.

En second lieu, les étrangers pourront désormais posséder jusqu'à la moitié du capital des sociétés d'investissements ; cette proportion pourra même être dépassée sous réserve d'obtenir à cet effet une autorisation gouvernementale particulière.

COLLABORATION GERMANO-ESPAGNOLE

La société espagnole Benito Jofre, S.A., à Mataro, près de Barcelone, qui fabrique des chaînes de précision, a signé un accord de collaboration avec l'entreprise allemande Arnold et Stolzenberg G. m. B.H., à Einbeck-Juliusmühle. Sur la base de cet accord, la Société allemande fournira à l'entreprise espagnole des machines de précision et agira en tant que conseil dans la fabrication des chaînes de précision. Par ailleurs, une partie de la production espagnole, qui atteindra au début 1.000 m. par jour, sera exportée en direction de l'Allemagne Fédérale.

FACILITES AUX ETRANGERS POUR S'INTERESSER AUX SOCIETES ESPAGNOLES D'INVESTISSEMENT

Madrid. — Le Bulletin officiel annonce que les non-résidents pourront désormais acquérir librement jusqu'à 50 % du capital des sociétés espagnoles d'investissement (ou des holding compagnies).

Précédemment, si les non-résidents pouvaient souscrire librement jusqu'à 50 % du capital émis par la modernisation, l'expansion ou la création de sociétés espagnoles, ils n'avaient pas cette faculté pour les sociétés d'investissement (ou holding compagnies).

L'avis du Bulletin officiel ajoute que, dans tous les cas, les investissements étrangers dépassant 50 % nécessitent une autorisation préalable du Conseil des Ministres.

ACCORDS AGRICOLES HISPANO-AMERICAINS

Barcelone. — L'Espagne et les Etats-Unis ont signé un accord pour l'achat d'excédents agricoles américains d'un montant de 49.500.000 dollars ; il s'agit du septième accord de ce genre et leur montant total est de 457 millions 700.000 dollars. L'Espagne achètera aux U.S.A. 235.000 tonnes de blé, 100.000 tonnes d'orge, 105.000 tonnes de maïs et 105.000 balles de coton. Ces achats complètent les assignations de l'aide économique de 1961 comprenant 328.840 tonnes de blé, 59.850 tonnes d'orge et 35.663 tonnes de soja.

D'autre part, depuis le dernier accord de 1960, l'Espagne, utilisant ses disponibilités, a acquis aux U.S.A. : 600.000 tonnes de blé, 245.000 tonnes de blé, 245.000 tonnes de maïs, 137.000 tonnes d'orge et 220.000 balles de coton. L'Espagne prépare l'achat de 300.000 tonnes de blé, 50.000 tonnes de maïs et 50.000 tonnes d'orge.

INVESTISSEMENTS ETRANGERS

En janvier-mars 1961, les investissements étrangers en Espagne se sont élevés à 870.415 dollars (contre 9 millions 772.080 dollars pour le premier trimestre de 1960) dont 7.313.080 dollars (4.371.960 dollars en janvier-mars 1960) en devises et 1.557.335 dollars (5.400.120 dollars) sous la forme de livraison de biens de production.

Avec un montant de 823.886 dollars ainsi réparti : participation de capital en devises 366.061 dollars, et 457.824 dollars en biens de production, la France vient au quatrième rang (après les Etats-Unis, 2.132.846 dollars, Maroc 943.819 dollars, rapatriement de capitaux espagnols de l'ex-zone nord du Maroc, et Suisse 1.642.983 dollars).

Au 30 avril 1961, les projets acceptés et en voie de réalisation avec investissements étrangers représentaient un montant d'environ 40,8 millions de dollars. La distribution par secteurs d'activités était la suivante : pétrochimie 23 %, industrie chimique 20 %, ciment 16 %, équipement électrique et électronique 11 %, métallurgie 8 %. Les pays les plus importants étaient les Etats-Unis (44 %), la France (10 %), Hollande (9 %), Suisse (6,3 %), Allemagne (3,4 %) et Grande-Bretagne (3,3 %).

La lutte héroïque du Peuple Espa

Madrid, 14 mars. — L'agitation persiste parmi les étudiants de l'université de Barcelone. Lundi et mardi des tracts rédigés en castillan et en catalan ont été distribués dans la ville. Ils réclament des libertés démocratiques et syndicales et demandent que la culture catalane soit respectée. Ces tracts sont signés par le « Mouvement Février 62 » et par le Comité de coordination universitaire, groupement clandestin fondé il y a deux ans, fonctionnant à Madrid et à Barcelone et groupant aussi bien des étudiants catholiques que des étudiants d'extrême gauche et des catalanistes.

Ce mouvement de protestation fait suite à l'arrestation de plusieurs étudiants qui avaient pris part aux manifestations des 1er et 2 mars pour demander la mise en liberté de trois de leurs compagnons, et qui viennent d'être condamnés à des amendes allant de 1.000 à 15.000 pesetas.

L'agitation estudiantine a débuté le 20 février. Des inscriptions hostiles au régime apparurent sur les murs des facultés de lettres et de sciences de Barcelone : un portrait du général Franco, exécuté par un peintre officiel très connu, M. Sotomayor, et qui se trouvait dans le grand amphithéâtre de la faculté de médecine, fut lacéré. Trois étudiants furent arrêtés : MM. Francisco Sanchez, Domingo Amora et Joachim Sempere, et mis à la disposition des autorités militaires. Le chef du S.E.U. (syndicat universitaire) de Barcelone, M. Farré, et le recteur de l'université, M. Terroja, intervinrent vainement pour qu'ils soient transférés à la juridiction civile. De leur côté, les étudiants manifestèrent dans les rues. Deux étudiants étrangers, MM. Benny Ibsen (danois) et Mike Lodwik (américain) furent arrêtés et condamnés à de fortes amendes par le gouverneur civil.

Le tribunal militaire a condamné la semaine dernière les trois étudiants espagnols détenus depuis le début des incidents à des peines de prison allant de deux ans pour MM. Sanchez et Amora à quatre ans pour M. Sempere.

Ce verdict avait porté à son comble l'excitation des étudiants catalans. Mais il paraît que la police a reçu des instructions du gouverneur civil de Barcelone, M. Mathias Vega, pour agir désormais avec plus de prudence.

A L'UNIVERSITE DE MADRID :

LA GREVE DE LA FAIM SE TERMINE PAR UNE VICTOIRE

Plusieurs centaines d'étudiants de la Faculté de philosophie de l'Université de Madrid ont fait mardi la grève de la faim, refusant de prendre leurs repas au réfectoire de la Faculté, pour protester contre une augmentation de 25 % des prix des repas. Les étudiants ont obtenu satisfaction, et la hausse a dû être annulée.

ESPAGNE, 10-2-62. — Les cinq étudiants arrêtés lundi dernier à Madrid ont été mis à la disposition du juge d'instruction de la treizième section de Madrid. On aurait trouvé en leur possession du matériel de propagande du parti socialiste espagnol, des manifestes de la Fédération universitaire démocratique espagnole et une machine à photocopier. On pense qu'ils seront accusés de propagande clandestine et de contacts avec des éléments espagnols en exil. Le fait qu'ils n'aient pas été transférés à la juridiction militaire permet de penser que les autorités désirent conduire cette affaire avec « une certaine douceur ».

POUR LA LIBERATION DE 3 DE LEURS CAMARADES LES ETUDIANTS DE BARCELONE ONT AFFRONTÉ PENDANT TROIS JOURS LA POLICE FRANQUISTE

BARCELONE, 26 février. — Les 21, 22 et 23 février, les étudiants de l'Université de Barcelone ont manifesté dans les rues de la capitale et devant la préfecture de police pour exiger la libération de trois étudiants arrêtés : Domingo Armora et Federico Sanchez, de la Faculté des Sciences, et Joaquin Sempere, de la Faculté de Philosophie et des Sciences. Ces trois étudiants sont accusés d'avoir inscrit sur les murs de l'Université les mots : LIBERTE, DEMOCRATIE et AMNISTIE.

Les manifestations ont réussi à faire respecter par la brigade politico-sociale le délai légal de détention de 72 heures, et ils ont obtenu le transfert des détenus à la prison, où ils se trouvent maintenant entre les mains de l'autorité militaire.

Le 23 février, dans la matinée, 300 étudiants se sont dirigés en manifestant vers le siège du S.E.U. (le syndicat fasciste officiel) pour exiger que leurs camarades arrêtés soient mis à la disposition des autorités civiles. La police chargea violemment la manifestation. Les étudiants se réfugièrent dans l'Université en criant : « Liberté ! » et en conspuant la police. Après ces manifestations, une grève a été déclenchée à l'Université dans l'après-midi du 23 février.

D'autre part, le 20 février, à la Faculté de Médecine ont été faites des inscriptions identiques à celles de l'Université Centrale. Ce jour-là devait se tenir, dans l'amphithéâtre de la Faculté de Médecine, un colloque public sur le thème : « Le poète dans la société catalane actuelle », avec la participation de plusieurs écrivains catalans. Mais ce colloque a dû se tenir dans une des classes de la Faculté, le grand portrait de Franco qui trône dans l'amphithéâtre ayant été détruit et remplacé par le dessin d'un pantin au bout d'un gibet.

Ces manifestations de Barcelone coïncident avec la grève qui se poursuit depuis 8 jours à l'Université de Madrid pour protester contre l'adhésion obligatoire des étudiants au S.E.U.

SEPT ANTIFRANQUISTES DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE DE GRENADE

Grenade. — Sept antifranquistes ont comparu devant un tribunal militaire de Grenade. Ils sont accusés de « propagande communiste ». Le procureur a requis quatre peines de prison de quatre ans chacune, deux de deux ans et une de dix mois.

Trois autres procès semblables sont prévus.

7 mars 1962. — Quatre étudiants de l'université de Barcelone ont été condamnés lundi à des peines allant de quatre à sept ans de prison pour activités subversives et insultes envers le chef de l'Etat.

PLUSIEURS MILLIERS DE METALLOS ESPAGNOLS EN GREVE DANS LA REGION DE BILBAO (VINGT-NEUF ARRESTATIONS)

Bilbao. — A Eibar et Deva, deux centres industriels de la région de Bilbao, plusieurs milliers de métallurgistes se sont mis en grève pour soutenir des revendications de salaires. Le mouvement s'est étendu samedi. Les 500 travailleurs de la fabrique de pistons Tarabusi, à Bilbao, ont observé sur place une « grève des bras croisés ».

La police franquiste a arrêté quatorze ouvriers de cette fabrique. Quinze personnes avaient déjà été arrêtées auparavant dans la région.

gnol contre la dictature franquiste

LE PRETRE ANTIFRANQUISTE DE TOLOSA SERA JUGÉ

SAN SEBASTIAN. — Le R. V. Ulacia, le prêtre espagnol connu pour avoir prononcé un sermon condamnant les atrocités franquistes du pupitre de l'Eglise de Santa Maria Tolosa, sera jugé. Appelé à deux reprises devant le juge pour répondre de sa courageuse dénonciation du régime de Franco, le prêtre avait contesté la compétence du tribunal civil à le juger. En effet, en vertu du concordat, seul l'Evêque aurait pu autoriser la procédure judiciaire de la part de la magistrature ordinaire. En l'absence de cette autorisation, le cas de don Ulacia aurait dû tomber sous la compétence du tribunal ecclésiastique, qui aurait dû établir si le sermon du prêtre de Tolosa offrait des éléments pour une sanction. Cette objection procédurale a cependant été surmontée, du fait que l'Evêque de San Sebastian, Font Andreu, connu pour sa fidélité au régime de Franco, a autorisé le procès contre le R. P. Ulacia.

On apprend de sources bien informées que presque tous les prêtres basques, auteurs du document antifranquiste de l'année dernière, ont décidé de se rendre à Tolosa à l'occasion du procès, dans le but de manifester concrètement leur solidarité avec le religieux victime du fascisme espagnol.

LOURDES CONDAMNATIONS D'ANTIFASCISTES ESPAGNOLS

Madrid. — Le Tribunal militaire de Madrid a rendu aujourd'hui ses sentences dans l'affaire des quarante-quatre ouvriers madrilènes inculpés de « rébellion militaire » et de « propagande illégale ».

Les accusés ont été jugés au cours de trois procès successifs. Le principal dirigeant du groupe M. Meliton Moreno, qui avait déclaré au cours des débats ne pas renier ses anciennes activités communistes, est condamné à dix-huit ans de prison; Rafael Martin, José Maria Barella, Francisco Rebato, Fernández Arcos, à douze ans, et les trente-neuf autres à des peines allant de onze ans à huit mois de prison.

VIVE EMOTION A LA SUITE DE LA CONDAMNATION D'UN JOURNALISTE PAR LE GOUVERNEUR CIVIL DE SEVILLE

Madrid. — Mercredi soir, à 10 heures, un journaliste est sorti de la prison de Séville après avoir payé une contravention de 12.500 pesetas. Il s'agit de M. Cesar Del Arco (pseudonyme de Manuel Benitez Saivatierra), rédacteur en chef de l'édition sévillane de « Pueblo », organe des syndicats.

Il avait été arrêté et emprisonné pendant deux jours sur l'ordre du gouverneur civil de cette ville, M. Hermenegildo Altozano, pour avoir publié (malgré l'interdiction de la censure, semble-t-il), un éditorial intitulé : « C'en est assez ! » Ce texte protestait contre les négligences qui avaient permis les inondations de Séville, et demandait des explications sur les travaux de canalisation du Guadalquivir. Cet éditorial ne fut pas du goût de M. Altozano, qu'on dit très lié à l'Opus Dei et mal vu des milieux phalangistes. Cet incident, que les autorités désirent étouffer (la nouvelle de l'arrestation n'a été publiée qu'à Séville) a provoqué un sérieux malaise.

Les journalistes madrilènes se sont solidarisés avec M. Del Arco, qui d'ailleurs n'en était pas à son premier heurt avec le gouverneur civil en raison de ses critiques sur la politique locale. M. Cesar Del Arco a été mis en prison en application d'un arrêté de la loi d'ordre public seulement valable en état d'urgence.

ARRESTATIONS ET TORTURES DANS LA REGION DE BARCELONE

Un communiqué des « Forces Démocratiques de Catalogne », que nous venons de recevoir, dénonce la continuation des mesures de répression contre la classe ouvrière ainsi que les tortures infligées aux détenus :

« 136 ouvriers de diverses branches de l'industrie ont été arrêtés, principalement à Barcelone, Badalona, Santa Coloma de Gramanet, Cornellà, Sant Andreu Hospitalet. Parmi eux se trouvent des mécaniciens de la S.E.A.T., des ouvriers des usines de produits chimiques Cros, Union Vidriera, des « Tranvia de Badalona », ainsi que plusieurs étudiants. Après des interrogatoires brutaux, 112 d'entre eux furent jetés en prison et mis à la disposition des Tribunaux militaires. Ils étaient accusés d'activités illégales, de propagande syndicale, de diffusion de consignes en faveur de la démocratisation de la « centrale syndicale » (organisation totalitaire), et, comme on peut s'en douter, de « communisme ».

« Plusieurs des détenus ont été hospitalisés. L'un d'eux, Antonio Moreno Galindo, est dans un état grave à la suite des tortures qui lui ont été infligées par la police et la garde civile.

Nous pouvons ajouter quelques précisions à ce communiqué :

Parmi les détenus se trouvent les ouvriers Antonio Moreno, José Bravo et Pedro Torres; l'étudiant en Sciences Economiques Vicente Cascarra et le président du Collège commercial de Badalona, Juan Soler.

Plusieurs détenus sont restés plus de six semaines entre les mains de la brigade politico-sociale, malgré l'article 671 du Code de Justice Militaire lequel stipule : « Le détenu doit être immédiatement mis à la disposition du Juge d'Instruction » qui, à son tour et conformément à l'article 672 du même Code, devra, dans un délai de cinq jours, ou proposer la libération ou décréter l'inculpation. Ces provisions sont complétées par le « Fuero de los Espanoles » qui stipule que tout détenu devra, dans un délai de 72 heures, ou bien être remis en liberté, ou bien être déféré aux Autorités Judiciaires.

TROIS ANS DE PRISON A UN SOLDAT QUI AVAIT REFUSE DE S'AGENOUILLER PENDANT LA MESSE

Pour avoir refusé de s'agenouiller au cours d'une messe à laquelle son unité assistait, à Melilla (Espagne), Jenaro Redero Prieto a été condamné par une cour martiale en novembre dernier à trois ans de prison. Appartenant à la confession baptiste, le jeune homme avait estimé cette marque extérieure de respect incompatible avec ses opinions religieuses. Le tribunal a estimé, quant à lui, qu'il s'agissait d'un cas d'insubordination.

Le père du condamné aurait demandé au général Franco la remise de la peine, faisant valoir la bonne moralité de son fils et sa propre incapacité de gagner sa vie.

LES OUVRIERS OCCUPENT LES USINES

Saint-Sébastien, 1^{er} décembre. — On a annoncé officiellement aujourd'hui à Saint-Sébastien que la police a dispersé les grévistes qui avaient occupé leur usine qui fabrique du matériel ferroviaire pour le compte du gouvernement.

On précise que les incidents ont commencé mercredi lorsque de nombreux ouvriers de l'usine ont refusé de quitter les lieux tant qu'une augmentation de salaire n'aurait pas été consentie.

Dans d'autres usines de la même région, environ 2.000 ouvriers, qui avaient commencé une grève de solidarité, ont été expulsés de la même manière. (A.P.).

25^e Anniversaire

de la création des Brigades Internationales célébré à Moscou

MOSCOU, 10 janvier 1962. — Le 25^e anniversaire de la création des brigades internationales et de la défense de Madrid est célébré en U.R.S.S. par une série de manifestations.

A la Maison des Ecrivains, des centaines de Moscovites ont fait un accueil chaleureux à Dolores Ibaruri, présidente du Parti Communiste d'Espagne, au maréchal Timochenko, président des vétérans de la guerre et à d'autres célèbres combattants de la guerre d'Espagne.

Le maréchal Semion Timochenko, qui présidait, a souligné l'importance internationale de la formation des brigades de volontaires pour l'Espagne. Evoquant l'héroïque défense de Madrid contre les assauts fascistes des forces franquistes, hitlériennes et mussoliniennes, il a stigmatisé la politique de non-intervention des gouvernements de Paris, de Londres et de Washington qui fut comme un coup de poignard dans le dos de l'Espagne.

Le maréchal Nicolai Voronov, commandant en chef de l'artillerie, et le général d'aviation Smirnov ont relaté quelques épisodes de la guerre illustrant l'héroïsme des républicains espagnols et la fraternité des combattants des brigades qui représentaient une cinquantaine de peuples.

Ilya Ehrenbourg, qui fut le correspondant passionné de cette guerre contre le fascisme, a dit la tragédie de l'Espagne manquant de tout pour se défendre. Madrid demandait des avions à la France, qui refusait de lui en vendre. Quelques mois plus tard, c'était pour la France juin 1940...

Enfin, Dolores Ibaruri, la Pasionaria, a célébré l'aide de l'U.R.S.S. à l'Espagne républicaine au moment de l'agression fasciste.

« Nous sommes certains de la victoire finale du peuple espagnol », s'est-elle écriée. « Oui, nous sommes optimistes. On est optimiste dans le combat. »

La soirée s'est terminée avec une représentation de danses et de chants exécutés par un groupe de jeunes Espagnols, fils et filles de combattants dont certains n'ont jamais vu leur pays.

FRANCO EN TRAVESTI

Madrid, 12 mars (A.P., U.P.I.). — Le second congrès syndical espagnol s'est terminé samedi. Au cours de la cérémonie de clôture le général Franco (en civil) a prononcé un bref discours. Le chef de l'Etat a félicité les congressistes de leur travail et a notamment déclaré : « A l'extérieur on qualifie notre régime de dictature ; comme si le peuple espagnol pouvait se plier à une dictature !... En fait notre régime est quelque chose de nouveau, il est plus avancé que beaucoup d'autres dans le monde.

« Nous ne devons pas nous préoccuper de voir que notre façon de penser se heurte à des incompréhensions, a poursuivi le général Franco. Toutes les révolutions tardent à être comprises et nous sommes en train de faire une révolution vivante. »

UNE ASSEMBLEE A LONDRES D'ANCIENS COMBATTANTS DE LA GUERRE D'ESPAGNE

JUAN MODESTO ET ANDRÉ TOURNE A LONDRES

Londres. — Environ 400 volontaires de la guerre civile espagnole, membres de la Brigade Internationale et adhérant à présent à l'Association des Amis de l'Espagne Républicaine, ont tenu ces jours derniers une assemblée à Londres pour exprimer, encore une fois, leur indignation pour la suppression des libertés démocratiques et pour la brutale persécution des antifascistes dans l'Espagne de Franco.

A la réunion ont pris part le héros de la guerre civile, général Juan Modesto, qui, dans un bref salut adressé aux présents, a rappelé de nombreux épisodes témoignant des terribles conditions de misère des travailleurs espagnols. « Mais les jours du régime de Franco, a dit Modesto, sont comptés. Le peuple espagnol entre de nouveau en lutte pour rétablir la démocratie dans son Pays. »

Ont pris la parole Juan Modesto et André Tourné, un vétéran des Brigades et de la Résistance Française, qui a souhaité l'unité des forces démocratiques du monde entier contre le fascisme et la menace de la guerre, et le secrétaire général du syndicat des mineurs anglais, William Painter, au nom des anciens combattants de son Pays.

L'assemblée s'est terminée par l'adoption d'une résolution demandant l'amnistie pour les prisonniers politiques espagnols et réclamant le rétablissement des libertés démocratiques en Espagne.

COMMUNIQUÉ

des Anciens Volontaires

Anciens Volontaires de la Liberté en Espagne Républicaine de 1936 à 1939, anciens Volontaires des Brigades Internationales pour le combat antifasciste aux côtés des Républicains Espagnols, nous constatons que la situation actuelle en France présente des analogies avec celle de l'Espagne de 1936.

En 1936, en Espagne, des généraux colonialistes utilisèrent les bases de l'Afrique du Nord et les mercenaires de la Légion Etrangère pour imposer la dictature fasciste qui subit encore le peuple espagnol.

Sans doute, en France, les généraux félons et les aventuriers de l'O.A.S. ne peuvent, comme les fascistes espagnols, bénéficier de l'aide massive du fascisme hitléro-mussolinien. Cependant, ils bénéficient de trop de complicités en haut lieu, et l'appareil judiciaire fait preuve à leur égard d'une indulgence qui constitue un encouragement aux crimes.

Au temps de l'agression du fascisme en Espagne, des citoyens de diverses nationalités se sont unis sans distinction d'opinions politiques pour barrer la route au fascisme. Hélas ! cette union ne fut pas assez large, assez forte, pour vaincre, et il en est résulté d'immenses malheurs pour le monde et pour l'Espagne.

La dictature fasciste subsiste toujours de l'autre côté des Pyrénées. Grâce à elle, les assassins de l'O.A.S. trouvent en Espagne franquiste une terre d'asile et des facilités pour leur entreprise contre les démocrates français.

Afin d'éviter à notre pays un aussi tragique recommencement, nous, les Anciens Volontaires de la Liberté en Espagne Républicaine, qui regrettons que l'union de toutes les forces antifascistes n'ait pu encore se réaliser, nous conjurons ceux qui font encore obstacle à l'union indispensable de faire les efforts nécessaires pour que cette union antifasciste ne se réalise pas trop tard.

En Espagne, avec tous les Républicains, face aux hordes de Franco, Hitler, Mussolini, face aux criminels de Guernica, notre mot d'ordre était : « No pasaran ! »

Nous avons la conviction qu'en France, si tous les Républicains, tous les démocrates s'unissent sans exclusive, rapidement, en cette période difficile, LE FASCISME NE PASSERA PAS !

LE SECRETARIAT.

1.000 COMBATTANTS ANTIFASCISTES DE LA GUERRE D'ESPAGNE MANIFESTENT A NEW-YORK

New-York. — 25 ans après la guerre d'Espagne a été commémoré l'anniversaire dimanche, par des manifestations à New-York. Plus de mille anciens de la brigade Lincoln, contingent américain des Brigades Internationales, s'étaient réunis dans une salle de New-York à l'occasion du 25^e anniversaire de leur brigade. Les A.C. anti-franquiste ont adopté des résolutions demandant notamment la mise en liberté des prisonniers politiques en Espagne et l'abolition de la loi Marc Carthy au Etats-Unis.

VILLE DE BLANC-MESNIL (Seine)

SESSION ORDINAIRE DU 16 OCTOBRE 1961

L'an mil neuf cent soixante et un, le seize du mois d'octobre, à 21 heures, le Conseil Municipal dûment convoqué par le Maire s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Le Moign, Maire.

Présents : MM. Le Moign Eugène, Royer, Héraud. Le Mansois, maires adjoints; MM. Bidault, Carré, Malicet, Fregossy, Michau, Court, Bacquet, Mignotk, Chollet, Boulland, Dramais, Lloro, Rivière, conseillers municipaux.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice conformément à l'article 53 de la loi du 5 avril 1884, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Michau, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Le Conseil,

Considérant que de très nombreux Espagnols, d'opinions et de classes différentes, sont incarcérés dans des prisons, plus de 20 ans après la fin de la guerre civile, parce que leurs opinions y constituent un délit passible des mêmes condamnations qu'un acte de rébellion militaire,

Justement inquiet du sort des victimes de cette répression, emprisonnés et exilés, condamnés par des tribunaux militaires,

Considérant que malgré le décret du 6 octobre dernier la plus grande partie des prisonniers politiques reste sous les chaînes franquistes,

Affirme son soutien à toute action, à l'occasion du mois international en faveur des emprisonnés politiques espagnols, réclamant qu'une amnistie générale ouvre les portes des prisons et rende la liberté impérieusement nécessaire à tous ceux qui ont été arrêtés à cause de délits qui ne sont que l'exercice de droits reconnus dans le monde civilisé.

Pour extrait conforme,

LE MAIRE.

L'AGITATION CONTINUE DANS LE PAYS BASQUE ESPAGNOL

Madrid, 20 février 1962. — L'agitation sociale continue dans le pays basque. Cinq cents ouvriers de la fabrique de pistons Tarabus ont commencé vendredi à Bilbao une grève sur le tas réclamant un salaire minimum de 100 pesetas par jour. A Eibar, quatorze ouvriers appartenant à différentes fabriques ont été arrêtés. Ils auraient été membres d'une cellule communiste. Parmi les personnes appréhendées figurent le secrétaire adjoint de la section sociale — section ouvrière — des syndicats officiels d'Eibar, ainsi que deux ouvriers rapatriés d'U.R.S.S. Cinq d'entre elles ont déjà été remises en liberté.

« La tension et l'opposition réelle existant dans les entreprises espagnoles entre le capital et le travail sont un fait que l'on ne peut pas cacher », écrivait l'évêque de Bilbao, Mgr. Pablo Gurpide, dans l'une de ses récentes lettres taspérales.

Bien que l'agitation soit localisée dans le pays basque, la revendication d'un salaire minimum de 100 pesetas constitue une aspiration générale de tous les ouvriers espagnols — dont la rémunération, dans 80 % des cas, est inférieure à ce chiffre. La grève du 8 février à l'entreprise nationale de Carthagène était due à des revendications du même ordre. Quelques observateurs attribuent cette agitation aux différences de salaires créées par les conventions collectives : les travailleurs dont les entreprises n'ont pas signé de convention collective reçoivent encore le salaire minimum légal.

A vrai dire, des facteurs autres qu'économiques expliquent en partie le malaise du pays basque. Mgr. Guirpe affirmait lui-même dans une de ses récentes lettres pastorales : « Certains impératifs de la dignité de la personne humaine, du travailleur, avec toutes les implications que cela comporte dans les relations humaines, le travail, etc., ne sont pas respectés... »

LE MONDE DU TRAVAIL SOUS LA BOTTE FRANQUISTE

Une circulaire du secrétariat social diocésain de Bilbao, qui ne peut être lue en chaire que dans les paroisses affectées par les conflits ouvriers, affirme :

« Les travailleurs doivent disposer d'organisations professionnelles efficaces, pratiques, pour défendre leurs droits légitimes quand ceux-ci sont brisés... Il n'est pas licite de priver les ouvriers — sous prétexte de sauvegarder l'ordre public — de moyens véritablement efficaces pour défendre leurs droits. Il n'y a pas d'ordre public, malgré une apparente tranquillité, là où il est manqué à la justice, à la vérité et où sont lésés les droits les plus faibles ».

LES GREVES S'ETENDENT DANS LE PAYS BASQUE ESPAGNOL

Madrid, 30 novembre. — La situation s'est brusquement aggravée à Beasain (province du Guipuzcoa, dans le pays basque), où 3.000 ouvriers et techniciens de la plus importante entreprise de matériel ferroviaire d'Espagne sont en grève depuis mardi après-midi.

Hier soir, des forces de police ont expulsé les ouvriers des chantiers où ils poursuivaient la grève sur le tas. Peu après, une manifestation s'est déroulée, à laquelle participaient les femmes des ouvriers. En dispersant les manifestants, la police a blessé plusieurs personnes, et selon certaines informations, il y aurait eu un mort.

On apprend, de bonne source, que les ouvriers des autres usines de Beasain, ainsi que de la proche localité industrielle de Villafranca de Oria se seraient joints au mouvement de grève et que la situation dans toute la région serait tendue.

UN MESSAGE DES COMMUNISTES
EMPRISONNES A BURGOS
AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS

Les communistes emprisonnés à la prison centrale de Burgos (Espagne) ont adressé au Comité Central du Parti Communiste Français le message suivant :

« Chers camarades,

« A l'aube de la nouvelle année, nous voulons vous exprimer notre gratitude pour votre appui fraternel à nos familles et à nous.

« Nous vous souhaitons de nouveaux succès dans votre lutte, à la tête du grand peuple français, pour la paix, la démocratie et le socialisme. »

« A vous qui, depuis des années, souffrez dans les geôles fascistes, écrit notamment Jacques Duclos dans la réponse qu'il a adressée aux emprisonnés au nom de notre Parti, nous souhaitons que le combat de tous les peuples de l'univers pour l'amnistie aux démocrates espagnols vous permettra, à vous et à tous les patriotes d'Espagne, de retrouver au plus tôt la liberté et de lutter au grand jour pour la grandeur de votre patrie et le bonheur de son peuple. »

PROCES D'OUVRIERS COMMUNISTES

Madrid. — Vingt-deux ouvriers accusés d'avoir tenté de constituer dans la clandestinité des cellules communistes à Madrid et dans ses environs ont été jugés vendredi par le tribunal militaire. L'avocat général a demandé des peines allant de six à vingt ans. Un nombreux public ouvrier assistait aux débats.

Vingt et un autres ouvriers doivent comparaître samedi sous le même chef d'accusation.

Les inculpés, qui avaient tous été arrêtés au mois d'août dernier après les incidents du Pays basque, ont nié toute appartenance à une organisation communiste, sauf M. Moreno Alcaloz, l'un des dirigeants pendant vingt ans du P.C. Espagnol en France, qui a reconnu être venu en 1960 en Espagne afin de travailler pour le Parti.

ARRESTATION DU REDACTEUR EN CHEF
D'UN JOURNAL SYNDICAL

Madrid, 30 novembre. — M. Cesar del Arco, rédacteur en chef de l'édition de Séville du journal syndical « Pueblo », a été arrêté mardi sur ordre de M. Hermenegildo Altozano, gouverneur civil de cette ville et membre de l'institut séculier de l'« Opus Dei ». Les autorités reprochent au journaliste d'avoir publié, malgré l'interdiction de la censure, un éditorial intitulé « C'en est assez » et protestant violemment contre l'incurie qui, selon « Pueblo », aurait rendu possibles les récentes inondations de Séville.

Le journal « Pueblo » aurait vivement protesté contre l'arrestation de son rédacteur en chef et refusé de payer une amende de 25.000 pesetas. — (A.F.P.)

LE MOUVEMENT DE GREVE
DANS LE PAYS BASQUE ESPAGNOL

Madrid, 1^{er} décembre (A.F.P.). — La situation s'est brusquement aggravée jeudi à Beasain, dans la province de Guipuzcoa (Pays basque), où trois mille ouvriers d'une entreprise de construction de matériel ferroviaire sont en grève depuis plusieurs jours. Les forces de police ont expulsé les ouvriers des usines où ils faisaient la grève sur le tas. Plus tard, une manifestation, à laquelle participaient de nombreuses femmes d'ouvriers, a été brutalement dispersée par la police, qui a fait plusieurs blessés. Selon des informations non confirmées, il y aurait eu un mort. On apprend d'autre part que les travailleurs de Beasain et ceux de plusieurs localités industrielles du Pays basque se seraient joints à la grève.

FORTES CONDAMNATIONS
POUR LES OUVRIERS COMMUNISTES
ACQUITTEMENT DES JEUNES ECRIVAINS

Madrid. — Le tribunal militaire de Madrid a rendu lundi ses sentences dans l'affaire des quarante-quatre ouvriers madrilènes inculpés de « rébellion militaire » et de « propagande illégale ». Il était également reproché aux accusés d'avoir tenté de créer des cellules communistes dans plusieurs grandes entreprises de la capitale ou de sa proche banlieue.

Les accusés ont été jugés au cours de trois procès successifs. Le principal dirigeant du groupe, M. Meliton Moreno, qui avait déclaré au cours des débats ne pas renier ses anciennes activités communistes, est condamné à dix-huit ans de prison ; Rafael Martin, Jose-Maria Barrera, Francisco Rebato, Fernandez Arcos, à douze ans, et les trente-neuf autres à des peines allant de onze ans à huit mois de prison.

Les accusés faisaient partie d'un groupe d'une centaine de personnes arrêtées l'été dernier à Madrid, au cours d'opérations policières qui avaient suivi les incidents provoqués à la frontière franco-espagnole par l'ancien général républicain El Campesino.

D'autre part, on apprend de source sûre que l'affaire des sept jeunes écrivains espagnols inculpés en février 1956 de propagande illégale et qui avaient comparu le 14 novembre 1961 devant le tribunal s'est terminée par un acquittement général.

VINGT-DEUX OUVRIERS
DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE DE MADRID

Madrid, 1^{er} décembre. — 66 ouvriers madrilènes ont comparu ce matin devant le tribunal militaire de Madrid sous l'inculpation de « propagande illégale ».

Le procureur franquiste a requis des peines de 20 ans de prison pour trois ouvriers et des peines allant de quatre à huit ans pour les autres.

Le Conseil Mondial de la Paix a attribué la médaille d'or de la Paix aux Prisonniers politiques Espagnols pour leur éminente contribution à la cause de la Paix et de l'amitié entre les peuples.

Au cours de la réception organisée par le Mouvement Français de la Paix, organisée le mardi 3 avril, Mme Cotton, Directrice honoraire de l'Ecole Normale Supérieure de Sèvres de la Présidence du Conseil Mondial de la Paix, a remis cette médaille à des personnalités espagnoles.



Interprète de tous ceux qui suivent avec sympathie la lutte ardente pour la liberté et pour la paix que mène avec stoïcisme et continuité le peuple d'Espagne, les chaînes les plus cruelles ne pouvant briser sa résistance, notre Comité National adresse aux emprisonnés d'Espagne l'expression de ses vives et affectueuses félicitations, tout en remerciant le Conseil Mondial de la Paix d'avoir, par son geste, marqué profondément son précieux et indéfectible tribut qu'il apporte à la cause de la paix et de l'amitié des peuples.

Le Comité National de Défense
des Victimes du Franquisme.

La misère franquiste en Espagne

L'ACTUEL SALAIRE ESPAGNOL EST UN SALAIRE DE FAMINE

Madrid, 10 mars. — Le cardinal-archevêque de Séville, Mgr Buena Monreal, dans une très récente lettre pastorale, a sévèrement critiqué la situation sociale en Andalousie et signalé que « les salaires de quarante à quarante-cinq pesetas par jour, scandaleusement insuffisants, sont fréquents dans notre diocèse ».

L'actuel salaire espagnol est un salaire de famine. Bloqué déjà en 1956, il le fut de nouveau en 1959 en vertu du plan de stabilisation économique. « Le plan a été payé par les ouvriers, tandis que les banques et les oligopoles augmentaient leurs bénéfices », a déclaré M. Pedrosa Latas, vétéran syndicaliste, au cours du deuxième congrès des syndicats qui se termine aujourd'hui à Madrid. « Le salaire actuel est notoirement insuffisant pour les besoins du travailleur. Il doit être relevé d'urgence à un taux qui permette de les satisfaire », a-t-il ajouté. Les ouvriers basques ont déjà violemment manifesté pour obtenir satisfaction sur ce point.

Quel est le montant de ce salaire minimum qui devrait avoir un caractère national ? Le congrès ne l'a pas précisé. Dans le diocèse de Bilbao, on estime que pour un ménage ayant deux enfants il devrait être de 125 à 140 pesetas nets par jour. L'Action sociale patronale propose un salaire de 110 à 120 pesetas dans une zone industrielle. Les techniciens indiquent que dans la zone agraire 75 % seulement de ce montant serait nécessaire, 80 % des ouvriers espagnols gagnent moins de 100 pesetas par jour.

EN QUINZE ANS, PLUS D'UN MILLION ET DEMI D'ESPAGNOLS ONT FUI LE REGIME DE FRANCO

Madrid, 3 décembre. — Plus d'un million et demi d'Espagnols ont émigré en Amérique centrale et en Amérique du Sud au cours des quinze dernières années. Selon les chiffres publiés aujourd'hui par l'Institut espagnol de l'émigration, 807.766 émigrants se sont établis en Argentine, 244.677 au Brésil et 166.036 au Venezuela. (U.P.I.)

SUISSE (La main-d'œuvre espagnole)

Environ 25.000 ouvriers espagnols travaillent actuellement en Suisse. Oerlikon (Zurich) sur un total de 3.500 ouvriers, emploie 350 Espagnols. Uniquement 8.000 d'entre eux sont munis d'un contrat visé par l'Institut Espagnol d'Emigration. Les Syndicats suisses ont présenté diverses réclamations car les salaires versés aux ouvriers espagnols venus en Suisse sans contrat, seraient fréquemment inférieurs au minimum autorisé.

L'ESPAGNE RESTE UN PAYS SOUS-DEVELOPPE

Fin 1960, l'Espagne, dont 27 % du revenu national provient de l'agriculture (32 % l'industrie, 41 % les services) — ne pouvait donner du travail qu'à un travailleur agricole sur dix (310.000 ouvriers agricoles seulement sont employés de façon permanente; pour un million, il n'existe de travail que durant 90 à 180 jours).

Seule une industrialisation du pays pouvait sauver le régime de la catastrophe. Les U.S.A. vinrent à la rescousse. Depuis 1954 jusqu'en 1960, ils ont ouvert près de 4 milliards de crédits dont les trois quarts ont été utilisés. La loi du 27 juillet 1959 a d'autre part facilité les investissements en Espagne; mais d'août 1959 à avril 1960, ils furent modestes, à peine 9,42 millions de dollars.

De mai 1960 au début 1961, les demandes s'élevèrent à 131 millions de dollars..., mais 32 millions furent seulement approuvés. Décidément, les Espagnols ont peur d'améliorer leur standard de vie.

LIBERTE D'OPINION FRANQUISTE

Après une discrète intervention de l'ambassadeur américain à Madrid, M. Blas Pinar, directeur de l'Institut Hispanique est révoqué.

Un article publié le vendredi 19-1-62, dans le journal madrilène « A.B.C. », signé Blas Pinar, directeur de l'Institut de Culture Hispanique, organisme créé par Franco pour la diffusion de la culture espagnole spécialement en Amérique du Sud.

Intitulé « Hypocrites », cet article dirigé contre les Etats-Unis était d'une violence de ton rarement atteinte depuis les débuts du régime du général Franco. M. Blas Pinar définissait ainsi les Américains : « Ceux qui en même temps écrasent le faible et font preuve de lâcheté face aux puissants voisins qui les offensent... Ceux qui se vantent d'anticolonialisme, exigent l'indépendance des peuples sous-développés et prétendent en même temps les forcer à une dépendance économique totale. Ceux qui maintiennent par vanité des colonies inutiles dans des pays souverains... »

PLUS DE CHATEAUX EN ESPAGNE

L'indicateur de la construction ne trompe pas en matière de progrès économique. Le taux de construction de nouveaux logements est inférieur à 4 pour 1.000 habitants, ce qui, d'après le dernier rapport du Conseil Economique et Social, se révèle « insuffisant pour répondre aux besoins annuels minima, sans parler des pénuries ou des besoins que suscitent les migrations intérieures ».

L'Espagnol ne consommait, en 1959 (derniers chiffres connus), que 175 kilos de ciment par an — un des taux les plus faibles d'Europe; à peine plus de 60 kg d'acier (contre 265 kg pour la France et 488 pour l'Allemagne).

D'autres indications soulignent le retard de l'Espagne dont le revenu national se situe entre 200 et 350 dollars par habitant (elle fait partie du groupe IV : Bulgarie, Grèce, Turquie, Yougoslavie); sa consommation d'énergie a franchi à peine le cap de 600 kWh.

Il y a 5,5 téléphones, 11 appareils radio pour 100 habitants, environ 7 voitures automobiles pour 1.000.

LES DICTATEURS NE SONT PAS ETERNELS

Dans le cadre du XXV^e anniversaire on a élevé près de Vigo un monolithe commémoratif de vingt-trois mètres de haut, et à Avila, sur des colonnes anciennes, on a décidé d'ajouter le nom de Franco à ceux d'Isabelle et Ferdinand, créateurs de l'unité espagnole.

Hier, de brèves allocutions ont été prononcées et le Caudillo a déclaré que « le Mouvement, qui n'est pas un Etat anarchique défini capitaliste et libéral, n'est pas l'œuvre d'un chef ni le fruit d'un système » et que lui, personnellement, « se préoccupe d'améliorer le sort des paysans pauvres, des gens qui, accrochés aux montagnes, vivent mal sur quelques petites parcelles de terre avec des troupeaux rachitiques ».

Le « generalissimo » après le voyage réalisé au printemps en Andalousie, porte ses regards spécialement sur la campagne. Depuis ce moment-là, on parle beaucoup, en Espagne, de la réforme agraire sans que, jusqu'à présent, on soit passé des paroles aux actes.

APRES 25 ANS DE FRANQUISME

Un quart de siècle après le prononciamiento du 17 juillet 1936, l'Espagne vit toujours sous la férule du caudillo Franco, à peine remise de la secousse qui l'avait transformée en terrain d'essai des armes de l'axe.

(Les Echos, 19-7-61.)